



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

24/06/2020

## ***Hôpital public : le gouvernement confirme qu'il ne « change pas de cap »*** ***Le sabotage dans l'attribution de la prime aux hospitaliers le confirme***

Macron annonçait solennellement le 25 mars, pour « l'ensemble des personnels soignants, comme pour l'ensemble des fonctionnaires mobilisés une prime exceptionnelle pour accompagner financièrement la reconnaissance du pays ».

En mai, fini les belles promesses, la « reconnaissance » a nettement chuté. Il n'est plus question de « récompenser l'incroyable dévouement de l'ensemble du personnel soignant » (E. Philippe), la prime de 1500 € ne concerne plus l'ensemble des personnels, les établissements doivent fournir à l'ARS la liste des services et le nombre d'agents concernés (décret 14 mai). En juin, nouvelle restriction, la « **prime covid** » **maximale estimée à 1 500 € ne sera attribuée qu'à 40% des effectifs** (décret du 8 juin).

Partout en France les personnels soignants, techniques, administratifs, étudiants, etc. qui ont pris en charge des patients atteints du coronavirus ne savent pas encore aujourd'hui, s'ils toucheront 1 500, 500, 100 € ou rien du tout.

La liste des bénéficiaires est laissée à la seule appréciation des chefs d'établissement (Direction Générale de l'Office des Soins). C'est la direction de l'hôpital qui décide des critères.

**Depuis la fin mai les manifestations, grèves, se multiplient** dans les CHU et les hôpitaux, à Toulouse, Nice, Nîmes, Saint Malo, Dinan, Cancale, Dieppe, Angoulême, pour le versement de la prime à tous et pour des augmentations de salaires pérennes.

A Nantes, la CGT du CHU a appelé le **19 juin** à un débrayage et à un rassemblement au siège de la direction où se tenait une réunion du comité technique d'établissement (CTE).

Une vingtaine agents, représentant l'ensemble des professions de l'hôpital, ont interrompu la réunion du CTE pour réclamer : le versement de la prime Covid de 1500 € pour tous, une augmentation de 300€, le dégel du point d'indice, l'arrêt immédiat des fermetures de lits, des services, la création de 1400 postes, etc

La directrice générale par intérim du CHU, L. Micaelli-Flender, a répondu que « 4 100 agents recevront 1500 €- soit 32% des 12.529 agents-, les primes sont attribuées arbitrairement, et je l'assume ». L'arbitraire joue à plein.

La lutte ne s'arrêtera pas, dès maintenant, le personnel de bionettoyage d'Onet santé en a décidé de poursuivre la grève commencé le 16 juin.

La présence des camarades de la cellule du Parti Révolutionnaire Communistes de Loire Atlantique au côté des personnels en lutte a été appréciée.

La mise en œuvre par Macron et E. Philippe de la promesse de la *prime Covid* laisse présager des résultats du *Ségur de la Santé*, ce n'est qu'un leurre, comme le disent les manifestants !

Au *Ségur de la Santé* rien sur les revendications du personnel. Sur les hausses de salaire, les effectifs aucune proposition chiffrée, quelques vagues promesses sur les salaires des infirmières, disposition qui sera inscrit dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 !...

Le gouvernement Macron pour répondre aux injonctions du Medef et des multinationales capitalistes dégage rapidement 5 milliards pour Renault, 15 milliards pour l'aéronautique, rien pour l'hôpital public. Il suffirait de 15

milliards pour augmenter les salaires de 300€ par mois pour tous les personnels des hôpitaux publics, pour embaucher 100 000 soignants à l'hôpital 200 000 dans les Ehpad.

Le plan *Ma santé 2022*, lancé par Macron et Buzyn qui préparait la casse de l'hôpital public, est non seulement poursuivi mais amplifié. Les services, les lits continuent à être supprimés, la fermeture de 300 hôpitaux de proximité est programmée.

### **Une seule réponse, la lutte :**

Les luttes se développent à l'hôpital dans tout le pays, dans de nombreuses entreprises contre la politique de sur-exploitation du peuple mise en œuvre par le capital et le gouvernement Macron à son service.

Le 16 juin à été une journée de forte mobilisation, les deux prochaines journées d'action du **30 juin et du 14 juillet**, doivent aussi être des journées importantes de convergence des luttes : travailleurs, chômeurs, jeunes, retraités sont tous soumis aux attaques du capital. Le passé nous a montré que seule la convergence des luttes crée un rapport de forces qui fait reculer le capital.

La lutte politique persévérante contre le capitalisme est indispensable. Elle est le seul chemin pour le faire reculer jusqu'à l'abattre pour construire une société au service du peuple